HÉRACLÈS

MAI 2014

53

LETTRE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE DE LA COMMUNAUTE DOCTRINALE TERRESTRE

ÉDITORIAL

Ce numéro d'Héraclès est consacré au **Commandement des forces terrestres**. Revenant sur les défis relevés lors de la montée en puissance des opérations *Serval* puis *Sangaris* comme ceux générés pour l'optimisation du Guépard ou de la NRF 2014, il témoigne de la maturité opérationnelle acquise par l'armée de Terre année par année et dont le CFT est le garant. Il témoigne également des progrès de l'approche interarmées dont se fait l'écho notamment l'article sur la définition des nouveaux contrats opérationnels dans ce numéro.

Capitalisant sur cette expérience opérationnelle précieuse et s'inscrivant dans le prolongement de la doctrine interarmées, le CDEF vient d'éditer le dernier maillon de la série des documents fondateurs : ***FT-03 « Emploi des forces terrestres dans les opérations interarmées »*** qui intègre les évolutions doctrinales récentes et constitue désormais une référence essentielle.

Car si l'action au sol restera déterminante, le succès de l'engagement au sol dans les crises ne va pas de soi. **Complexité du milieu humain et de l'espace terrestre,** montée en gamme et adaptation rapide des "organisations" armées constituant notre **opposition**, "l'ennemi ", **exigences opératives** d'interaction interarmées, avec les forces locales, les Alliés et les acteurs de l'approche globale, et *last but not least,* **exigences stratégiques** de maitrise de l'empreinte au sol demeurent des tendances lourdes de nos engagements. C'est bien en cultivant inlassablement leur faculté à s'adapter et à combiner les effets de toutes les capacités disponibles que les forces terrestres continueront à être ce qu'elle sont d'ores et déjà : non la simple somme de leurs capacités tactiques mais une option décisive et dissuasive qui traduit la détermination politique nationale, un « démultiplicateur d'efficacité » dans la résolution des crises, une « force de contact » dont l'aptitude à varianter l'effort et à graduer l'intensité dans l'usage de la force est précieuse.

Enfin, j'attire l'attention du lecteur sur les références à la doctrine et son utilité directe pour l'emploi des forces, comme l'explique en préambule le général commandant les forces terrrestres et comme en témoignent les liens réguliers entre les CFT et le CDEF.

Le Général Jean-François PARLANTI
commandant le Centre de doctrine d'emploi des forces

Ce nouveau numéro est consacré au commandement des forces terrestres (CFT)

SOMMAIRE

1 Editorial

Général Jean-François PARLANTI , commandant le Centre de doctrine d'emploi des forces

ACTUALITÉS

3 Commandement des forces terrestres : au cœur de l'opérationnel.
GCA Bertrand CLEMENT-BOLLEE

4 Opération Sangaris : une génération de force très contrainte.
État-major opérationnel Terre (EMOT)

4 La montée en puissance du commandement des centres de préparation des forces.
COL Michel THOMAS

TÉMOIGNAGES

5 Le centre opérationnel de montée en puissance au travers de l'opération Serval.
CNE Louis LEVACHER et CNE Goulven BISEAU

6 NRF 14 : défi marathonien relevé pour les FT !
COL Frédéric MIQUEL

7 Optimiser la mise en condition du Guépard.
LCL Éric FORESTIER

9 Opération Serval : rechercher et détruire l'ennemi dans la profondeur – Les opérations contre le MUJAO[1] en zone Centre (février et mars 2013).
COL Denis MISTRAL

RÉFLEXIONS SUR L'EMPLOI DES FORCES

11 Réflexions sur les nouveaux contrats opérationnels : une approche résolument interarmées.
COL François GOGUENHEIM

12 Le groupement tactique interarmes « Désert ».
COL Hubert GOUPIL

14 Le groupement tactique interarmes aéromobile dans l'opération Serval.
COL Hervé AURIAULT

TRIBUNE LIBRE

17 Lutte contre la cybercriminalité : la montée en puissance de la cyberdéfense au sein des FT.
LCL Christophe PONS

17 Le commandement et la conduite (C2) des opérations.
COL Thierry CLAUDE

1 *MUJUA : Mouvement pour l'Unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest.*

Directeur de la publication : Général (S) Philippe BOONE
Rédacteur en chef : Capitaine Gwenaëlle DENONIN
Diffusion, relations avec les abonnés : Major Claudine VACQUIER
Graphisme de la maquette : Nanci FAUQUET
Mise en page : Christine VILLEY **- Impression & Diffusion :** établissement de diffusion, d'impression et d'archives du commissariat des armées de Saint-Etienne
Héraclès en ligne : www.cdef.terre.defense.gouv.fr - **Adresse du CDEF :** 1 place joffre Case 53 75700 PARIS SP 07

Commandement des forces terrestres : au cœur de l'opérationnel

Chargé de mettre à la disposition de l'employeur opérationnel, au bon endroit et au bon moment, des unités organisées, équipées et prêtes pour la mission qui les attend, le commandement des forces terrestres (CFT) est le garant d'une réponse adaptée à des crises dont la variété et le caractère évolutif compliquent singulièrement sa tâche de « préparateur opérationnel ».

Ne serait-ce que par les élongations et les implications tactiques et logistiques qui en résultent, le Mali n'est pas l'Afghanistan, de même que les opérations menées en République Centrafricaine sont très éloignées de celles menées au Mali, interposition entre factions versus « chasse-traque » de groupes terroristes. Et pourtant, ce sont les mêmes forces terrestres qui accomplissent ces différentes missions, au fil des relèves.

Dans ce contexte, la doctrine d'emploi des forces terrestres est le socle sur lequel se fondent les piliers constitutifs du succès en opérations : entretien d'un modèle capacitaire complet couvrant le spectre le plus large possible des crises, dispositif structuré et adapté de préparation opérationnelle, système robuste et adaptable de montée en puissance, capacité enfin à entretenir l'expérience opérationnelle en dépit du *turn-over* inhérent à des forces terrestres très majoritairement composées de personnel sous contrat.

En amont des opérations, constitutive de capacité opérationnelle au même titre que l'armement en personnel ou l'équipement d'une unité, la doctrine est le mode d'emploi qui fixe à chaque pion opérationnel son efficacité attendue. En ce sens, projeter un élément tactique conforme à son organisation doctrinale revient à s'assurer d'un « rendu » évalué et connu à l'avance. Tout comme l'organisation des unités qui en résulte, la doctrine n'est pas figée. Intégrant la dimension interarmées, enrichis avec la mesure requise des leçons tirées des expériences passées, et actualisés de la connaissance des milieux et des contextes et enfin des évolutions tactiques permises par celles de la technique, nos principes de doctrine déclinés par fonctions opérationnelles et niveaux de mise en œuvre offrent ainsi à nos chefs les garde-fous à l'intérieur desquelles ils doivent exercer leur part d'initiative pour surclasser des adversaires qui n'en manquent pas.

Ainsi, la doctrine d'emploi des forces terrestres est le cadre normatif indispensable à l'acquisition des savoir-faire collectifs. Vérifiée lors des évaluations génériques ou avant une projection ciblée, sa maîtrise intelligente par l'unité contrôlée est une garantie de réduction a minima des risques inhérents aux opérations qu'elle pourra avoir à mener.

Parce qu'elle s'était entraînée conformément à une doctrine adaptée sans s'enfermer dans des carcans inhibiteurs mais en l'appliquant à son engagement probable au Mali, qu'elle maîtrisait ainsi parfaitement les « modes d'emploi » de ses unités, elles-mêmes conformes à l'organisation doctrinale, la brigade Serval engagée dans la libération du Mali a pu en conséquence exploiter avec le succès que l'on sait toute la gamme de ses possibilités tactiques, avec l'intelligence de situation nourrie par l'habitude du raisonnement et la sûreté d'instinct qui vient de la chose inlassablement apprise et répétée.

Comme s'en font l'écho les articles de ce numéro d'Héraclès, c'est bien ce même esprit qui innerve toutes les actions menées par le commandement des forces terrestres, de la définition des contrats opérationnels à la conduite des générations de force, de la préparation des prises d'alerte Guépard ou NRF (force de réaction de l'OTAN) à la poursuite de la montée en puissance du commandement des centres de préparation des forces, et jusqu'aux réflexions sur les évolutions capacitaires à mener : s'appuyant sur des principes solides, raisonner et s'adapter en permanence pour permettre les engagements du futur.

Général de corps d'armée Bertrand CLEMENT-BOLLEE
Commandant les forces terrestres

Opération Sangaris : une génération de force (GENFORCE) très contrainte

Aborder la GENFORCE au sein des forces terrestres, c'est évoquer les contraintes inhérentes à l'exercice, un processus, le GPPO,[2] et un outil, DBM[3].

La force Sangaris a été construite avec des impératifs :
- de temps : une dizaine de jours ;
- d'effectifs : fixés à 1 200 en interarmées, avant le début des travaux ;
- de disparité d'origine des contributeurs, donc de formats, entre OPEX (Boali, Epervier, Licorne), forces prépositionnées (FFG) et Guépard (métropole) ;
- de conservation a minima des appuis fondamentaux (RENS, GEN et FDP).

Le GPPO est le travail collaboratif conduit par un officier de l'EMO-Terre associant les experts du CFT. Sur mandat du CPCO, un GPPO fournit en conclusion de ses travaux, une GENFORCE adaptée à la mission, mais également aux impératifs évoqués supra.

La planification RCA[4], ne permettant pas l'emploi de capacités « prêtes-à-porter », a impliqué la constitution d'une force « sur mesure ». L'outil du GPPO est la suite de logiciels opérationnels DBM, qui comporte un référentiel capacitaire (PIA-5.4.1), un générateur de forces optimisées (DBM-GENFORCE) et un éditeur de tableau effectif et matériel (DBM-CUER). C'est donc à l'aide de ces outils, de la visioconférence et autres réunions nocturnes que la force Sangaris a pu être mise sur pied avec réactivité.

Ironie de l'histoire, « drame » du planificateur, si le 5 décembre, l'opération Sangaris était déclenchée selon le plan, la ligne rouge inflexible des effectifs ne tardera pas à être dépassée…

État-major opérationnel Terre (EMOT) du CFT

2 GPPO : Groupe Pluridisciplinaire de Planification Opérationnelle.
3 DBM : Data Base Management.
4 RCA : République Centrafricaine.

La montée en puissance du commandement des centres de préparation des forces (CCPF)

Dans le cadre de la rationalisation et de l'optimisation de l'entraînement, 3 nouveaux centres ont été créés : le centre d'entraînement au tir interarmes (CETIA), le centre d'entraînement logistique (CENTLOG) et le centre de préparation opérationnelle multi-capteurs (CEPOMuC).

CETIA

La politique du tir interarmes définit le SGTIA comme l'échelon à privilégier. Il s'agit de saisir toutes les opportunités pour acquérir et entretenir la dimension interarmes du tir, en intégrant systématiquement les appuis et les éléments de soutien. Quatre principes ont été retenus : progressivité, adaptation, réalisme et sécurité. Dans ce cadre, les CETIA de Suippes et de Canjuers sont en cours de développement. Ils constitueront l'aboutissement du cycle de préparation dans ce domaine.

CENTLOG

Fort de l'expérience de l'opération Serval, le CFT a appuyé la création à l'été 2014 du CENTLOG à Mourmelon. Les moyens de ce centre permettront de dynamiser et d'unifier la préparation opérationnelle des unités logistiques de proximité, Trains de Combat n° 2 et Sous-Groupements Logistiques.

CEPOMuC

Créé à l'été 2012 à Mailly, sa mission consiste à entraîner les unités renseignement, notamment des bureaux recherche des états-majors de niveaux 1, 2 et 3 et des PC des unités multi-capteurs. Les exercices comprennent également des séances d'instruction collective sur la mise en œuvre de la « solution d'aide à l'exploitation du renseignement en version convergée ». Le CEPOMuC participe aussi à l'élaboration de la doctrine et des procédures d'emploi. Il constitue le centre spécialisé qui manquait à la fonction renseignement.

Colonel Michel THOMAS
Colonel adjoint de la division
« Préparation Opérationnelle » du CFT

Le centre opérationnel de montée en puissance (COMP) au travers de l'opération Serval

Si l'Histoire retiendra sans doute que le déclenchement de l'opération Serval fut un succès, elle oubliera vraisemblablement que la mise en place rapide d'un COMP y a grandement participé. Pourtant, il semble difficile d'imaginer que les armées, et l'armée de Terre en particulier, mésestiment le tour de force qui a été réussi avec l'aide de ce COMP.

Véritable cheville ouvrière au service de l'armée de Terre mais également de l'interarmées, le COMP a montré toute sa pertinence dans la phase de constitution puis de projection de force dans le cadre de l'opération Serval au Mali.

Structure temporaire de conception et de coordination, le COMP agit à partir des travaux du GPPO[5] approuvés par le CEMAT et validés par le CEMA. Le COMP devient alors la pierre angulaire du dispositif faisant le lien entre chaque division du CFT permettant ainsi la projection d'une force dans le respect des ordres fixés par le CPCO. Généré à partir du centre de conduite de l'état-major opérationnel Terre (EMOT[6]) à Lille et du renfort de chaque division du CFT, le COMP est placé sous l'autorité du chef de l'EMOT (CEMOT) qui conduit la montée en puissance de la force envisagée. Le COMP peut être renforcé, autant que de besoin, par du personnel extérieur dont l'expertise s'avère nécessaire (SIMMT, SIMU, SID, SEA,...). Le COMP assure l'essentiel de la conduite de l'opération considérée, dans la limite des prérogatives et des attributions de l'EMOT.

Trois phases sont à distinguer dans la conduite de la montée en puissance dévolue au COMP. La première consiste en une phase de planification. Il s'agit principalement de pré-alerter les unités pressenties et d'établir la liaison avec les différents acteurs. Viennent ensuite les phases de déclenchement et de mise sur pied. Pour le COMP, il s'agit alors de désigner les unités et de suivre la réalisation et le pré-positionnement des ressources spécifiques nécessaires. L'action du COMP commence dès la phase de planification pour se poursuivre tout au long du processus d'engagement jusqu'à l'embarquement de la force, voire jusqu'au débarquement.

Dans le cas de Serval, ce ne sont pas quelques modules qui ont été mis sur pied, mais c'est une opération d'ouverture de théâtre qui a été déclenchée, demandant une analyse fine et rapide. Pour pouvoir prendre des décisions justes, dans l'urgence, il était essentiel d'avoir l'ensemble des spécialistes en permanence à disposition. Dans ce cadre, l'activation d'un COMP s'est imposée naturellement.

Alors, cinq semaines durant, le sous-sol de l'EMOT a vécu une activité intense, de jour comme de nuit, les points de situation ne cessant de se succéder. Le café a coulé à flot, les lits picots ont fleuri au détour d'un couloir ou au fond d'un bureau... La messagerie a été multipliée par 10, les messages immédiats devenant « routiniers » et les messages flashs presque courants... Priorisation, cohérence et rapidité ont été les mots d'ordre. Qui faut-il embarquer sur le DIXMUDE et avec quels équipements ? Qui et quoi sur le navire affrété suivant ? Quels vecteurs aériens ? Comment préacheminer personnel et matériel ?

Toutes ces problématiques ont été résolues grâce à la présence permanente de l'ensemble des acteurs qu'ils soient du CFT (DL interarmées notamment) ou qu'ils aient été dépêchés en renfort (DL SMITer...).

Le COMP a ainsi prouvé son efficacité et sa complémentarité tant en interne armée de Terre que vis-à-vis du CPCO, du CICLO[7] et du CMT[8] ou encore des DSIA[9], démontrant une fois encore la validité et la pertinence de cette structure.

Capitaine Louis LEVACHER et Capitaine Goulven BISEAU
Officiers de quart au centre de conduite de l'EMOT du CFT

5 GPPO : Groupe Pluridisciplinaire de Planification Opérationnelle.
6 L'EMOT est une des 9 divisions du CFT.
7 CICLO : Centre Interarmées de Coordination de la Logistique des Opérations.
8 CMT : Centre Multimodal des Transports.
9 DSIA : Directions et Services Interarmées.

NRF[10] 2014 : défi marathonien relevé pour les FT !

La NRF, véritable « alerte Guépard » de l'OTAN, a pour contrat opérationnel de pouvoir projeter une force interarmées et multinationale pouvant compter jusqu'à 13 000 hommes en 10 jours. Tel est le défi des unités IRF[11].

Or, 2014 est un millésime particulièrement ambitieux pour les forces terrestres, la France étant nation cadre de la composante terrestre[12]. Ceci implique à la fois une participation conséquente d'unités, mais aussi un niveau de préparation opérationnelle certifiée OTAN. Comme tout marathon, la prise d'alerte NRF exige un niveau de forme physique et un mental de vainqueur largement modelés au cours de l'année 2013.

Dans ce cadre, la mission du CFT est, comme toujours, de désigner et de préparer les FT à la NRF et notamment de mettre à disposition ces unités IRF provenant des brigades au profit du CRR-Fr[13]. En cas de projection de tout ou partie des unités IRF, le CFT générerait le « COMP[14] NRF » à l'image de celui créé pour Serval afin de mettre sur pied et d'acheminer les unités aux APOE/SPOE[15]. Les unités ne seraient aux ordres de l'OTAN, en l'occurrence le JFC[16] BRUNSSUM, qu'une fois arrivées sur le théâtre d'opération.

Une préparation de longue haleine facilitée par le cycle de programmation.

Cette année, les FT arment non seulement le commandement de la composante terrestre (LCC), mais aussi le noyau d'une brigade IRF et du bataillon NRBC. Au total, une force de plus de 4 000 hommes est générée s'appuyant sur le dispositif Guépard. Cette contribution française majeure constitue la colonne vertébrale d'une brigade multinationale ayant la capacité d'entrée en premier déployable en 10 jours. Respectant le cycle de programmation des FT, ces unités identifiées IRF prennent ainsi leur tour d'alerte NRF, lorsqu'elles sont d'alerte Guépard[17] en toute transparence. La préparation opérationnelle de la force NRF n'exige donc qu'un effort mesuré pour les brigades concernées (« fond de sac OPEX » renforcé de la maîtrise des procédures spécifiques OTAN et de la langue anglaise, socles de l'interopérabilité au niveau des PC).

Outre l'expérience OTAN acquise sur des théâtres d'opération par les unités, le CFT garantit la qualité de la préparation opérationnelle lors des entraînements et des contrôles normés des unités[18]. Ce processus présente de nombreux avantages dans le cadre de la NRF : maintien de la programmation planifiée des unités et maîtrise des coûts. Elle offre, en outre, aux alliés la possibilité de créneaux d'entraînement communs afin de favoriser l'interopérabilité entre unités IRF. En effet, jusqu'au niveau brigade, la certification OTAN des unités demeure une prérogative nationale, qui incombe au CFT.

La ligne d'arrivée : la certification du LCC.

Désigné pour armer l'EM du LCC, le CRR-Fr a relevé de nombreux défis pour mettre sur pied un QG de 1 200 personnes, articulé autour du PC et du groupement de transmissions GTRS. Outre la structure qui nécessite également des renforts individuels issus des SDIA[19], le CRR-FR a développé un programme d'entraînement OTAN particulièrement exigeant pendant toute l'année 2013 afin d'obtenir une double certification NRF et HRF[20]. La participation à l'exercice STEADFAST JAZZ en Pologne du QG LCC, de l'EM 11e BP et de la TF NRBC (2e RD) marque la ligne d'arrivée virtuelle de cet effort. Les résultats d'évaluation portant sur le QG du LCC sont élogieux, le définissant comme firts class organization.

➥

10 NRF : NATO Response Force qui se compose des unités IRF (Immediate Response Force) immédiatement disponibles et de la RFP (Response Force Pool), dont la mise sur pied peut atteindre 90 jours.
11 IRF : Immediate Response Force.
12 QG du LCC/ CRR-FR +BTAC, brigade IRF/ 11e BP, 1re BL, BRENS...
13 CRR-Fr : Corps de réaction rapide-France.
14 COMP : Centre Opérationnel de Montée en Puissance.
15 APOE: Air Point of Embarkation/SPOE: Sea Point of Embarkation.
16 JFC : Joint Force Command.
17 Successivement 11e BP, puis 6e BLB et enfin 3e BM.
18 Exercices type ANTARES, AURIGE, GUEPARDEX...
19 SDIA : Services et Directions Interarmées.
20 HRF : High Readiness Force : 186 critères (1200 mesures de performance) et NRF : 28 critères (126 mesures de performance).

Prochain marathon en 2017…

La véritable ligne d'arrivée NRF sera franchie au lendemain du 31 décembre 2014, lorsque le CRR-FR transmettra le fanion NRF à un autre PC HRF et que les unités IRF[21] concernées, prendront en compte les enseignements de cette prise d'alerte. En effet, la NRF permet aux FT d'accroître l'acculturation et l'interopérabilité avec l'OTAN en vue des engagements opérationnels de demain. De plus, ce processus de préparation permet de rester membre du club des PC HRF, mais aussi de confirmer la position de la France au sein de l'Alliance.

Prochain marathon NRF pour les FT, le défi de 2017 avec une nouvelle structure de commandement : l'ICC[22] (L).

Colonel Frédéric MIQUEL
Centre de conduite de l'EMOT du CFT
Coordinateur NRF 2 014 du CFT

21 Pour mémoire, la quasi-totalité des brigades de l'armée de Terre aura été concernée.
22 ICC(L) : Integrated Component Command (Land).

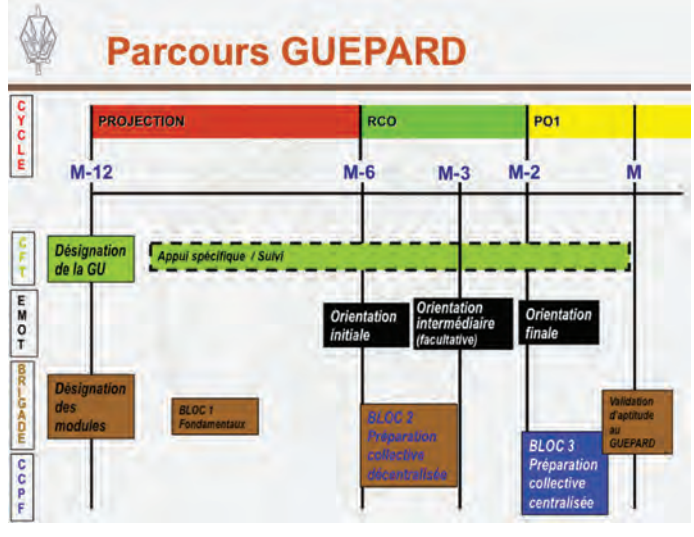
Optimiser la mise en condition du Guépard

Un contexte versatile…

De façon massive ou ponctuelle, le dispositif d'alerte Guépard a été sollicité sept fois en 2013 à des fins de projection, notamment au Mali et en RCA. Les opérations Serval ou Sangaris sont, à ce titre, emblématiques et démontrent, si cela était encore nécessaire, que toute brigade ou unité est éligible à la prise d'alerte et par suite, à la projection en temps contraint qui peut en découler.

Parce que la finalité du dispositif d'alerte Guépard est toujours de mettre à la disposition du commandement, sur très court préavis, une force constituée de modules pré-identifiés et apte à tout type de mission en tout lieu, l'instabilité de certains théâtres et la volatilité de certaines situations en ce début d'année 2014 pourraient de nouveau conduire à solliciter le Guépard.

Ce positionnement dans le cycle garantit ainsi un vivier de forces à la fois disponibles, entraînées et expérimentées.



…nécessitant une force armée bien entraînée…

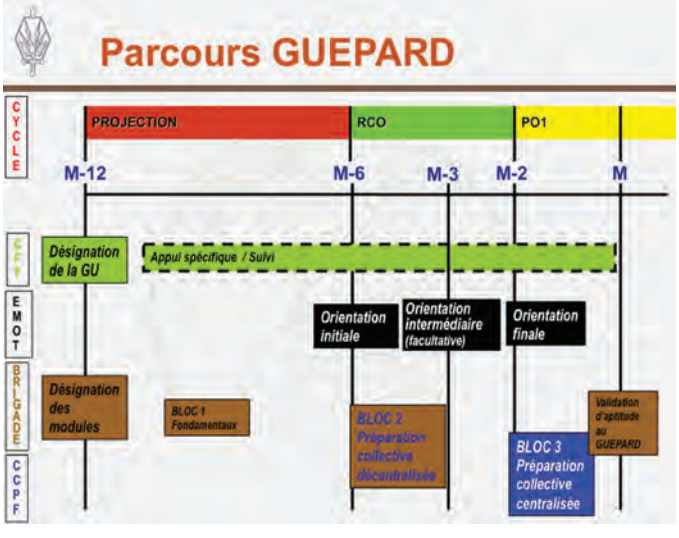
La mise en condition puis la prise d'alerte Guépard s'inscrivent dans le cycle à 5 temps de préparation opérationnelle des forces terrestres au milieu de la période de préparation opérationnelle n° 1 (PO1), soit six mois après le retour du déploiement précédent.

La grande unité responsable du Guépard connaît sa date de prise d'alerte au minimum douze mois avant son début effectif et elle peut donc consciencieusement planifier puis conduire sa préparation ; celle-ci était jusqu'à présent adossée à une préparation purement générique, susceptible de préparer à tout type de déploiement.

...*via* désormais une préparation davantage normée et ciblée.

Pour autant, la période d'alerte Guépard peut aussi correspondre à un temps particulier de l'échéancier politique et stratégique de notre pays, avec la montée d'une crise pouvant conduire à l'engagement des forces armées. La grande unité prenant l'alerte peut donc cibler son entraînement sur les savoirs et savoir-faire correspondant aux engagements les plus probables du moment. Dans cette perspective, la préparation opérationnelle conduite dans les 6 mois précédant la prise d'alerte relève *de facto* d'une **préparation opérationnelle générique orientée,** que le CFT a désormais normalisé sous la forme d'une mise en condition Guépard (MC GPD).

À l'instar de toute MCP, cette MC Guépard s'articule autour d'un triptyque « préparation individuelle décentralisée – préparation collective décentralisée – préparation collective centralisée ». Celui-ci est progressivement formalisé par des orientations initiales (6 mois avant la prise d'alerte), éventuellement intermédiaire, et finale (2 mois avant la prise d'alerte) élaborées par le CPCO et l'EMOT, qui visent à cerner les probabilités d'engagement, définir les priorités quant aux théâtres de projection potentiels, identifier les missions et actions particulières que la force pourrait avoir à remplir du fait de la situation dans la zone et de son évolution possible. Le cadencement de ce nouveau parcours de montée en puissance du Guépard est synthétisé dans le schéma ci-dessous.



ainsi que les postes de commandement des groupements tactiques d'alerte. Cette séquence d'une dizaine de jours est organisée et conduite par le CEPC à Mailly. Elle comporte une phase académique, fondée sur des conférences d'acculturation aux zones d'engagement probables et des témoignages permettant de partager connaissances et expériences (RETEX, RENS, RESEVAC, ouverture de théâtre...), suivie d'une phase majeure d'entraînement sous forme de CAX (Computer Assistance eXercise) adaptée et ciblée au gré des orientations intermédiaire ou finale.

Enfin, l'ultime séquence du triptyque, la préparation collective centralisée, parachève cette MC GPD *via* un exercice baptisé MONCLAR dont la finalité est d'entraîner l'état-major de la brigade interarmes

Lieutenant-colonel Éric FORESTIER
Chef de la section MCP de la division « Préparation Opérationnelle » du CFT

Opération Serval : rechercher et détruire l'ennemi dans la profondeur – Les opérations contre le MUJAO[23] en zone « centre » (février et mars 2013)

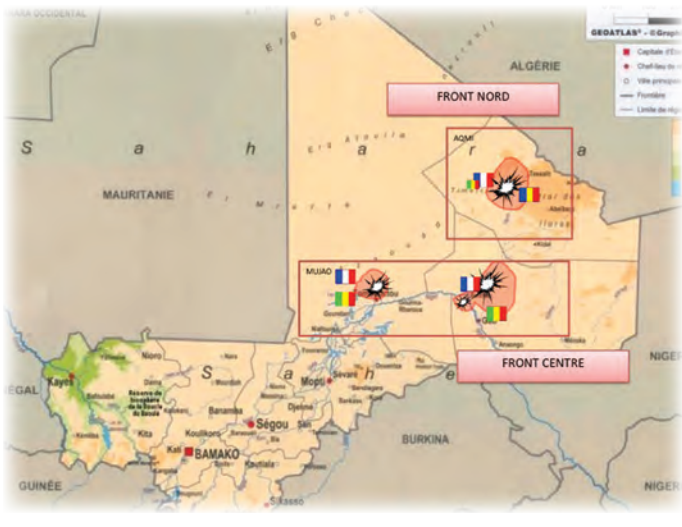
La destruction des groupes armés djihadistes au Mali s'est déroulée simultanément sur deux fronts, de la fin du mois de février à la fin du mois de mars 2013 :

- au Nord (front nord), les groupes terroristes retranchés dans l'Adrar des Ifoghas ont été détruits ou délogés des vallées, en particulier celle de l'Ametettaï ;
- au Centre (front centre), la brigade Serval les a traqués à l'Est de Gao et dans les environs de Tombouctou.

Moins médiatisées que les batailles de l'Adrar, les opérations en zone « centre » ont permis d'affaiblir notablement le potentiel des groupes armés terroristes tout en favorisant le retour de l'administration malienne sur la boucle du Niger. Elles ont montré toute la pertinence de l'emploi des capteurs du renseignement tactique et d'un sous-groupement aéromobile (SGAM) intégré d'emblée à la préparation et la conduite de la manœuvre.
Mi-février, l'ennemi de l'Adrar constituait l'effort tactique et stratégique, tandis que le dispositif de la zone centre reçu la mission de réduire le potentiel de l'ennemi du front centre en attendant une bascule d'effort initialement prévue pour la mi-mars. Le dispositif du centre comprenait le groupement tactique interarmes (GTIA) n° 2, un SGAM, un détachement de recherche dans la profondeur (DRP) et la batterie de renseignement de la brigade (BRB).

La boucle du fleuve Niger, de Tombouctou à Menaka en passant par Gao, était restée, malgré l'arrivée des Français, la zone d'action et d'influence du MUJAO. Ce mouvement terroriste possède une structure et un fonctionnement semblables à ceux d'un cartel criminel, puisant ses fonds dans différents trafics, dont celui de la drogue. Composé d'un noyau dur de combattants arabes aguerris, il recrute localement de jeunes maliens qu'il fanatise et pousse au sacrifice, le plus souvent en les droguant.

Pour vaincre cet ennemi, il fallait dissocier les moyens dévolus à sa recherche (discrets, furtifs, à distance) de ceux nécessaires à sa destruction (rapides, variés, disposant d'un rapport de force favorable). Il fallait mener des opérations brutales dont l'objectif et la zone d'action étaient définis à l'avance, pour le forcer à affronter la brigade sur une zone choisie, en créant la surprise sur notre but à atteindre. L'erreur aurait été de le laisser nous entraîner sur un terrain qu'il maîtrise, sans connaître ses effectifs ni ses capacités, au risque de subir son harcèlement continu sur les itinéraires et dans les nombreuses zones favorables aux embuscades.



Carte des opérations

Après deux semaines de travail au contact de multiples sources de renseignement, la brigade a dressé la carte des positions des groupes terroristes dans la région de Gao. Elle choisit alors deux modes d'action simultanés :

- Maintenir une insécurité permanente chez l'ennemi : la posture opérationnelle consistait à harceler constamment l'ennemi par des actions de reconnaissances aléatoires et profondes, dans la ville et la région du « Grand Gao ».

23 MUJAO : Mouvement pour l'Unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest.

Dans ce cadre, un chef MUJAO spécialiste en explosifs qui maintenait une zone en coupe réglée a pu être intercepté et six terroristes infiltrés dans la ville de Gao les 23 et 24 mars 2013 ont été interceptés par les forces maliennes avec l'appui des VBCI. Menée de manière plus volontariste dans la recherche du renseignement à partir du 27 mars, elle a participé à l'amélioration du climat sécuritaire. À Tombouctou, les infiltrations terroristes à la fin du mois de mars furent contrées par l'engagement des éléments du GTIA 2 et des forces maliennes. L'unité française eut un blessé à déplorer, mais l'efficacité de son plan de défense et l'engagement décisif de ses véhicules blindés a permis de valider une posture opérationnelle efficace mise en œuvre par le commandant d'unité.

- Mener des opérations préparées et ponctuelles visant la destruction ciblée d'éléments du MUJAO. Les plus marquantes furent les suivantes :

- *Opération DORO (du 27 février au 1er mars 2013) :* menée par un SGTIA renforcé d'éléments maliens, de ses appuis ALAT, génie et renseignement, cette opération ciblait l'ennemi dans deux oueds dont l'entrée était verrouillée par les positions tenues du village d'Imenas.

- *Opération KADJI (le 28 février 2013) :* l'île de Kadji, située sur le fleuve Niger et peuplée par une communauté wahhabite, était la base d'infiltration des terroristes des 10 et 21 février dans Gao. L'opération engagea un SGTIA appuyé par un détachement du génie et un SGAM. Les Maliens procédèrent à l'arrestation d'une vingtaine de personnes, dont certaines furent reconnues comme terroristes.

- *Opération DORO 2 (du 2 au 7 mars 2013) :* menée avec le même type de moyens que l'opération DORO avec pour objectif de détruire l'ennemi résiduel dévoilé la veille, elle consista en de profondes incursions au nord et au nord-est du village d'Imenas.

- *Opération DORO 3 (du 12 au 17 mars 2013) :* la grande taille de la zone ciblée a permis l'engagement coordonné de deux SGTIA, éclairés et appuyés par un SGAM et renforcés d'un GA2[24].

Les opérations menées en zone « centre » en février et mars 2013 ont permis de mettre hors d'état de nuire plusieurs dizaines de membres des groupes armés terroristes et de les priver de plus de 60 tonnes de munitions. Au mois d'avril 2013, ce type d'opérations se poursuivit, la zone « centre » bénéficiant de la bascule d'effort. Les groupes terroristes refusèrent le combat, disparaissant ou se fondant dans la population. Ces actions complétèrent toutefois le démantèlement de leur appareil militaire et logistique, grâce à la saisie de plusieurs tonnes de munitions et d'armes et à la neutralisation ciblée de certains de leurs chefs.

Initiées en simultanéité avec la destruction des combattants d'AQMI dans l'Adrar des Ifoghas, les opérations de la zone « centre » furent menées avec des moyens interarmes et interarmées dont l'emploi avait été éprouvé en Afghanistan. L'application de la doctrine, nourrie du retour d'expérience (RETEX) et adaptée au théâtre, fut aussi l'occasion de prouver que la BRB était parfaitement apte au combat, offrant une grande souplesse d'emploi, tant dans la préparation des missions que dans leur exécution. Les moyens ainsi engagés, par leur positionnement au niveau de la brigade, ont permis d'établir la carte des positions de l'ennemi et d'anticiper sur ses actions. Le recueil, l'analyse et la synthèse des renseignements tactiques fournis par les capteurs de la brigade et les troupes au contact ont ainsi constitué la base des opérations de traque et de destruction d'un ennemi fugace et dilué dans la population.

VBCI du GTIA 2 progressant dans un oued à l'Est de Gao.

Colonel Denis MISTRAL
Secrétaire général de l'état-major du CFT

24 GA2 : groupement artillerie à deux pièces CAESAR.

Réflexions sur les nouveaux contrats opérationnels : une approche résolument interarmées

La publication récente du nouveau Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale, le vote de la Loi de Programmation Militaire (LPM) et l'évolution du contexte stratégique, ont contraint les armées à repenser les hypothèses d'engagement, et par conséquent les contrats opérationnels devant y répondre. Dans le cadre de ses « ateliers de réflexion », le CFT apporte à l'EMAT son éclairage et son expertise afin de repenser les formats et les modalités d'engagement pour les forces terrestres. Un groupe de travail transverse a été constitué à cet effet.

Ces travaux, réalisés sous forte contrainte de temps, consistaient à décrire un certain nombre de FOT[25], l'Échelon National d'Urgence (ENU) étant à cet égard la plus emblématique, car répondant à des situations différenciées et à des logiques spécifiques (choix capacitaires, effectifs plafonnés...). En dépit de ce qui aurait pu s'apparenter à la quadrature du cercle, les différents sous-ensembles ne sont pas indépendants, imposant une vision globale, gage de crédibilité. C'est la raison pour laquelle un certain nombre de **principes généraux** ont été fixés[26] pour cadrer la méthode :

- **Pas d'alerte captive :** essentiel pour préserver la cohérence des FT et éviter un système à deux vitesses, ce qui se traduit par l'abandon de la différentiation urgence/décision et par le distinguo entre les contrats spécifiques (OAP ; amphibie) et l'Échelon National d'Urgence, qui se substitue désormais au Guépard.

- **S'inspirer du Guépard :** principe de bon sens qui permet de faire évoluer, dans une perspective interarmées, une mécanique qui a fait ses preuves. Autrement dit, on ne part pas de rien !

- **Cohérence entre les modules d'alerte et l'organique :** concrètement, l'architecture C2 des FT doit répondre à tous les cas de figure, les modules projetés doivent être ceux du temps de paix, une armée pilote doit être désignée (C2 et logistique), et les délais d'alerte doivent être compatibles avec les possibilités réelles des vecteurs de projection.

Naturellement, les enseignements tirés des opérations en cours ont irrigué les réflexions, qui ont également et heureusement imaginé ce que pourraient être les conflits futurs, la prospective étant un art difficile, surtout quand il s'agit de l'avenir !

Afin d'illustrer ces propos introductifs, les différentes FOT sont détaillées en fonction des nouvelles hypothèses d'engagement auxquelles elles se réfèrent.

La Situation Opérationnelle de Référence (SOR) : ENU et FOTs en stabilisation.

Premier pilier des hypothèses précitées, la Situation Opérationnelle de Référence (le quotidien des armées). Elle comprend, entre autres, l'ENU, qui succède au Guépard, échelon interarmées articulé en 3 ensembles : une QRF, une Force Interarmées de Réaction Immédiate (FIRI), et le complément à 5 000 (FIA). Ces trois éléments correspondent respectivement à un volume - pour les seules forces terrestres - de 500, 1 500 et 3 400 personnels, sans compter naturellement les « terriens » des modules interarmées (C2 ; logistique). Les délais de mise en alerte[27] ont par ailleurs été rationalisés.

À l'ENU, s'ajoutent trois FOT dites de stabilisation, d'un volume cumulé d'environ 7 000 personnels (respectivement de 3500, 2000, et de 1 500 par théâtre), formalisation la plus rationnelle possible des dispositifs antérieurs et prévisionnels des forces terrestres.

➥

25 FOT : Force Opérationnelle Terrestre.

26 Principes fixés pour l'ENU, mais qui s'appliquent également aux autres FOT.

27 Sortie de quartier : QRF à 2 jours, FIRI à 5 et complément FIA à 10 jours.

Hypothèse d'engagement urgent en protection (HE-U-PROT).

Se combinant avec la SOR, la HE-U-PROT répond à une hypothèse de crise majeure sur le territoire national, impliquant un renforcement de la Posture Permanente de Sûreté (PPS) et des forces dévolues à la dissuasion, et justifie la mobilisation d'une FOT 10 000, souvent évoquée, mais dont les contours restaient à définir. En effet, l'idée d'une mise sur pied d'unités diverses, dans le cadre des multiples plans existants, dont le plus emblématique reste le plan Neptune, n'est pas nouvelle. Il restait néanmoins à la formaliser.

Une FOT 10 000 regroupant des capacités clairement identifiées a été proposée à l'EMAT : C2 impliquant un EMF et deux PC de BIA, des capacités ALAT, renseignement, des EMT et des unités PROTERRE ainsi que les moyens d'appuis et de soutien associés. Cette force cohérente et équilibrée doit offrir aux décideurs, en fonction des circonstances, de quoi répondre efficacement et sans préavis à des situations de crise anticipées ou imprévues.

Concernant la PPS, des moyens spécifiques de défense surface-air (sections SATCP et des CMD3D) de l'armée de Terre doivent renforcer les capacités de l'armée de l'Air dans le cadre de la défense de Base aérienne à vocation nucléaire (BAVN) mais aussi de sites sensibles comme les centrales nucléaires.

Hypothèse d'engagement majeur en intervention (HE-M-INTER).

Elle correspond à une opération de coercition majeure, se combinant avec la HE-U-PROT, mais elle nécessite une adaptation - par le biais d'arbitrages - de la SOR. Elle s'inscrit dans le cadre d'une *Small Joint Operation* (SJO) où la France serait nation-cadre, responsabilité qui dimensionne les soutiens et les SIC. Globalement, la FOT comprend 2 BIA françaises, est susceptible d'accueillir une BIA étrangère, sous le commandement d'un PC de niveau 1 (JTF), et d'un EMF (LCC). L'une des deux BIA est à dominante blindée.

Cette FOT aurait vocation à être engagée 6 mois, à l'issue d'une phase de montée en puissance d'une durée identique, sans relève possible. Autrement dit, le principe de réalité s'impose : il convient de limiter ses ambitions aux moyens dont on dispose… Au total, la FOT SJO dépasse légèrement les 21 000 personnels.

À l'issue de l'engagement, limité dans le temps, le dispositif évolue à la baisse et s'il avait vocation à perdurer, il devrait alors s'inscrire dans les cas prévus des FOT en stabilisation. En effet, la SJO n'avait été rendue possible qu'à la suite de compromis : révision du dispositif de gestion de crise (déploiement sur 2 théâtres au lieu de 3), réarticulation des forces de présence et de souveraineté, arbitrages entre PPS, territoire national et SJO pour les capacités rares.

Toutes ces FOT ne sont donc pas indépendantes ni exclusives entre-elles, et si elles obéissent à des objectifs différenciés, elles doivent néanmoins se concevoir de manière globale, les logiques n'étant en effet pas concurrentes. Là réside toute la difficulté de l'exercice, dans un contexte de raréfaction de la ressource, donc de l'optimisation de moyens comptés. L'ensemble, appréhendé de manière réaliste, est résolument interarmées, approche indispensable, mais également difficile à mettre en œuvre.

Colonel François GOGUENHEIM
Chef du bureau appui feux de la division « Appuis-Contact-Environnement » du CFT

Le groupement tactique interarmes « désert »

Succédant aux groupements tactiques interarmes (GTIA) engagés dans le cadre du mandat Serval 1, le groupement désert (GTD) s'est avéré un véritable concentré d'armée de Terre. Doté de capacités différenciées mais bien complémentaires, il a montré toute sa pertinence d'emploi sur une mer de sable immense et face à un ennemi fuyant, mais bien présent.

Si le rythme de la manœuvre a initialement imposé l'engagement successif de GTIA adaptés aux objectifs à atteindre pour garantir la reconquête territoriale et porter l'effort sur l'ennemi, le mandat Serval 2 s'est caractérisé, de mai à septembre 2013, par une phase de stabilisation, qui imposait de disposer d'un outil de combat polyvalent et réversible, redimensionné, afin de relever de nouveaux défis.

Ainsi, tout en continuant à réduire le potentiel de combat des groupes armés djihadistes (GAD), la mission du GTIA a consisté à appuyer à la fois le déploiement des forces armées maliennes au Nord de la boucle du Niger et celui de la MISMA (MINUSMA à compter de juillet) tout en participant à la sécurisation comme au bon déroulement des élections présidentielles.

Aussi le GTD, unique pion de manœuvre au sol de la brigade et d'abord articulé autour de trois sous-groupements, a-t-il été renforcé de trois unités élémentaires supplémentaires, l'objectif étant de pouvoir engager au moins 3 sous-groupements autonomes, capables de mener des missions de nomadisation sur plusieurs jours à partir de leurs emprises.

Réparti sur trois emprises distantes de près de 600 kilomètres pour les plus éloignées d'entre-elles, le GTD constituait un réservoir tactique articulé autour d'un EMT, d'un SGTIA INF sur VBCI, de deux SGTIA INF sur VAB (dont un à Kidal), d'un escadron d'aide à l'engagement (EAE), d'un SGTIA BLIND sur AMX 10 RC (Tessalit), d'un groupement d'artillerie à 4 canons Caesar et d'une compagnie du génie. Enfin, une compagnie d'infanterie non motorisée assurait la protection et la défense de la plateforme opérationnelle de Gao. Cette apparente « dispersion » géographique a représenté un véritable atout car, sans pouvoir couvrir l'étendue de sa zone d'action, le GTD disposait de pions tactiques qu'il pouvait agréger autant que de besoin, en fonction des secteurs dans lesquels il évoluait, tout en lui conférant une « allonge logistique » supplémentaire, les plateformes opérationnelles désert « relais » lui permettant de s'appuyer sur ces emprises pour mener les opérations dans la profondeur, loin de Gao. Agissant en permanence en étroite coordination avec les hélicoptères, il a bénéficié des moyens lui offrant cette capacité d'ubiquité pour porter ses efforts, créer la surprise ou entretenir l'incertitude, quand il ne confiait pas lui-même une partie de ses moyens au groupement aéromobile, qui pouvait ainsi agir de manière autonome à son tour.

La posture de l'ennemi en phase de stabilisation et sa dilution sur tout le territoire ont imposé, au GTD, de cultiver une grande aptitude à l'initiative, la capacité à durer et la réversibilité. Pour maintenir en effet une pression constante sur les GAD, le GTIA a conduit ses opérations en s'appuyant sur quelques principes, qui se sont révélés de véritables clés du succès : se déployer en toute autonomie, « chasser-traquer » inlassablement, tout en étant en permanence en mesure de réorienter et prolonger son action, afin d'exploiter tout renseignement recueilli.

Ces modes d'action ont été complétés par l'emploi du renseignement d'origine humaine au niveau tactique grâce au renseignement d'anticipation délivré par le détachement de recherche profonde et la mise en place d'unités d'infanterie par héliportage pouvant aller jusqu'à 100 km, permettant ainsi d'accroître l'effet de surprise, tout en s'affranchissant de la rugosité du terrain.

Si l'opération Serval a rappelé toute l'actualité des principes de la guerre chers à Foch, elle a confirmé la pertinence des choix effectués par l'armée de Terre ces dernières années : formation de grande qualité, préparation opérationnelle exigeante et différenciée, prise en compte des retours d'expérience.

Comme toujours, chaque opération constitue un véritable laboratoire, au sein duquel l'alchimie des ingrédients tactiques est subtilement réalisée. Si l'évolution de l'emploi des unités des forces terrestres se nourrira des leçons du passé et devra imaginer le combat infovalorisé de demain, l'homme restera bien au cœur de tout système de combat.

Colonel Hubert GOUPIL
Colonel adjoint de la division
« Appuis-Contact-Environnement » du CFT

Le groupement tactique interarmes aéromobile dans l'opération Serval

Malgré l'évolution doctrinale de 2012, le groupement tactique interarmes à dominante aéromobilité (GTIA-A) était resté, jusqu'en 2013, une notion très théorique. Le théâtre malien a permis sa mise en œuvre tangible par l'engagement du groupement aéromobile renforcé d'éléments interarmes, unité d'infanterie notamment.

En effet, le GAM HOMBORI II a pris successivement le commandement d'un GTIA-A lors des opérations ORION puis NETERO. Cette dernière s'est déroulée dans la grande région Sud-Est de Gao (jusqu'à la frontière nigérienne) du 27 juin au 9 juillet 2013 et sert de base concrète à ce retour d'expérience.

Sur un territoire étendu et marqué tant par les élongations que par une mobilité terrestre réduite, le GTIA-A s'avère être un outil particulièrement adapté à la manœuvre aéroterrestre.

La mise en œuvre du GTIA-A s'est déroulée conformément à la doctrine en vigueur. Toutefois, dans la mesure où cette articulation s'avère encore peu connue bien qu'elle continue d'être très régulièrement mise en œuvre au Mali, il apparaît intéressant de pouvoir dresser un premier bilan. Ce dernier devra être complété à l'aune d'environnement et de conditions d'utilisation différentes.

1. ÉTAT DES LIEUX.

1.1. Ressources.

En prenant en compte les différentes contraintes (EVASAN, QRF, DTO…), le GAM HOMBORI II a pu compter sur un parc utile comprenant : 4 PUMA, 3 GAZELLE, 1 TIGRE et 1 PILATUS. Le GTIA-A s'est donc articulé autour de cette capacité infra-optimale. Elle apparaît donc comme constituant le seuil minimal critique. En effet, cette constitution autorise :

- *la manœuvre et l'assaut* avec l'emport en une seule rotation d'une section tout en préservant un HMA pour l'IMEX/AMC ;
- *la reconnaissance et l'attaque* avec la possibilité d'appui-protection dans la durée (3 heures) avec un TIGRE ainsi qu'une composante reconnaissance destruction avec les GAZELLE. La combinaison des différents moyens permet, en outre, d'assurer la permanence de l'appui durant la mission des troupes au sol (phase d'effort).

Idéalement, un PUMA supplémentaire aurait permis de mettre en œuvre un HMA PC et de commander en vol effectivement le GTIA-A dans des conditions moins dégradées qu'en place arrière du PUMA IMEX[28]. À l'avenir, cette configuration ne doit pas être négligée car elle conférerait notamment un choix plus étendu en termes de gamme de fréquences. Il est à craindre qu'en cas de *troop in contact* (TIC) ou de situation dégradée, le réseau radio limité du PUMA standard serait rapidement saturé.

➥

28 IMEX : Immediate Extraction. PUMA et groupe de commandos intégrés à la manœuvre en cours en mesure de récupérer, dans les toutes premières minutes, tout équipage devant se poser.

Parallèlement, en termes d'appui-protection, le TIGRE offre un rendement inégalable. Lors des phases critiques (déposes/enlevées), la capacité des GAZELLE armées de missiles air-sol HOT semble limitée sur des cibles « molles », multiples ou à « façonner ». À cet égard, l'utilisation du PUMA PIRATE (PUMA équipé, en soute, d'un canon de 20 mm) constitue une alternative intéressante. Pour autant, la réversibilité est minimale (pas de reconfiguration rapide en cas de panne) et cette option hypothèque une capacité d'emport.

1.2. Mise sous OPCON.

À chaque opération majeure, la brigade Serval a placé un pion de type infanterie sous OPCON du GAM. D'autres configurations sont néanmoins envisageables, avec le génie ou la cavalerie notamment. Pour Serval, le GTIA-A s'est vu adjoindre soit une section, soit une compagnie. Il est évident que la section offre des capacités extrêmement limitées et que le GTIA-A ne peut pas pleinement l'exploiter dans la durée. En revanche, la mise sous OPCON d'une compagnie s'avère plus cohérente pour obtenir des effets significatifs. L'opération NETERO a ainsi permis de manœuvrer effectivement : déception, réarticulation en vol, poser d'opportunité, héliportages successifs.

2. COMMANDEMENT.

2.1. Pour la partie aéronautique (noyau du GAM).

Avec la perte répétée de moyens dédiés, le GAM ne possédait plus les ressources en propre pour disposer des systèmes d'information et de commandement (SIC) nécessaires à la constitution d'un GTIA-A. Néanmoins, et après expression des besoins, le GTIA-A a pu monter un poste de commandement tactique (PC-TAC) cohérent disposant de :

- un VAB VENUS (liaisons satellitaires, téléphonie, TD via INTRACED et INTRADEF) ;
- une REMO (téléphonie et TD) ;
- moyens radios VHF-FM (X2) et UHF ;
- moyen CARTHAGE ;
- téléphonie mobile de type THURAYA.

L'ensemble était disposé dans une station SIR (ATM). Il est à noter que cette configuration apparaît comme le standard minimal des équipements à détenir pour réaliser la mission.

Dans le cas particulier de Serval, le caractère non-permissif de la zone d'action et l'absence de ligne avant des troupes amies (*forward line of own troops* - FLOT) tend à créer un besoin particulier en matière de véhicule de commandement pour le PC TAC. À la lumière de ce qui existe déjà sur le territoire, il semble qu'un module à deux vecteurs (VAB type JTAC et VB2L) serait de nature à répondre aux différentes contraintes : moyens SIC dédiés, type de postes, blindage, espace de travail…

2.2. Pour l'unité interarmes.

En ce qui concerne le commandement, la compagnie d'infanterie placée sous OPCON dispose en organique d'un VAB CARTHAGE offrant des liaisons longues distances. De plus, la présence d'un JTAC en son sein a permis d'étendre le panel des gammes de fréquences : UHF ainsi qu'une TAC-SAT. Ce dernier moyen est particulièrement utile puisqu'il s'affranchit des contraintes du terrain. La liaison satellitaire est assurée et le JTAC peut donc servir d'interface de liaison entre le GAM et la compagnie. Les moyens organiques dont dispose la compagnie d'infanterie sont nécessaires et suffisants pour assurer une liaison optimale avec le GTIA-A.

Les ordres donnés à l'unité interarmes doivent être conformes à sa doctrine d'emploi. Cela nécessite, de la part du CO ALAT considéré, une excellente connaissance interarmes ainsi que le renforcement d'un détachement de liaison (DL) de (s) l'unité(s) considéré(es). Toutes les occasions doivent - dès la préparation opérationnelle en France - être mises à profit pour obtenir les meilleures acculturation et connaissance réciproque possibles.

3. PERSPECTIVES.

La constitution du GTIA-A au cours de l'opération SERVAL démontre toute sa pertinence et mérite d'être consolidée tant en France que sur d'autres théâtres d'opérations. L'opération NETERO a ainsi permis de dégager les points suivants :

- l'optimisation des spécificités de l'aérocombat que sont la souplesse d'emploi, la réversibilité et la foudroyance ;
- l'obtention sur le terrain d'une capacité de manœuvre et d'effets optimisés (gains de temps) ;
- la mise en exergue du principe de réactivité des moyens aéromobiles par une exploitation immédiate (boucle courte) du renseignement tactique des troupes au sol.

Le GTIA-A est désormais devenu une réalité tangible qu'il convient d'ancrer dans le paysage de l'armée de Terre en profitant de SERVAL comme d'un laboratoire d'expérimentation. Pour autant, le théâtre ne saurait être emblématique d'une globalité doctrinale dans la mesure où les particularismes sont prononcés. Il conviendra donc de renouveler cette articulation dans l'avenir, en fonction des opportunités.

Enfin, au-delà de la mise en œuvre d'un « concept tactique », il convient de ne pas oublier les « succès tactiques » que le GTIA-A a produits sur l'ennemi, en lui retirant tout sentiment d'impunité sur la zone d'action.

Colonel Hervé AURIAULT
Colonel adjoint de la division « Aéromobilité » du CFT

Lutte contre la cybercriminalité : la montée en puissance de la cyberdéfense au sein des FT

Priorité du dernier Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale, la cyberdéfense y est décrite comme *« une organisation étroitement intégrée aux forces qui devront disposer de capacités défensives et offensives pour préparer ou accompagner les opérations militaires »*.

Tout récemment, lors du Forum international de la cybersécurité, le ministre de la Défense a annoncé la création du « pacte de défense cyber », présenté dernièrement à l'école des Transmissions, qui formalise la volonté politique majeure de développer ce domaine émergent considéré comme un enjeu de souveraineté nationale.

Les forces terrestres (FT) sont impliquées depuis l'année 2009 dans ce nouveau domaine, préoccupation majeure du commandement, aussi bien par l'expérimentation de « cellules de défense des réseaux » lors de divers exercices que par une participation active aux études interarmées sur la lutte informatique défensive (LID) initiées à partir de l'hiver 2010.

Aujourd'hui, les FT poursuivent leur montée en puissance avec pour mission de mettre en œuvre la cyberdéfense tout en maintenant la sécurité des systèmes d'information (SSI ou cyberprotection) à un haut niveau de qualité.

En effet, si la SSI met en place les fondations d'une protection passive des SIC, la cyberdéfense, quant à elle, permet de mettre en place une posture permanente de sécurité des SIC adaptée aux cybermenaces et ainsi de pouvoir réagir à une attaque cybernétique.

Pour le moment limitée aux seules actions défensives (ou lutte informatique défensive - LID), la cyberdéfense recouvre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles permettant de défendre, dans le cyberespace, les systèmes d'information et de communication jugés essentiels.

L'enjeu demeure la mise en place d'une organisation permettant à nos forces déployées sur un théâtre de pouvoir faire face à une crise cybernétique tout en poursuivant ses missions (capacité de résilience). Les états-majors opérationnels se doivent d'être en mesure de continuer à mener leurs opérations avec des SIC dégradés. Tout en définissant les conséquences opérationnelles d'une cyberattaque sur les systèmes d'information et les systèmes de communication jugés critiques, des plans de continuité d'activité et de reprise d'activité seront mis en œuvre en ce sens.

À cet effet, il est essentiel d'intégrer de manière systématique la cyberdéfense dans les exercices de préparation opérationnelle (aspects techniques et organisationnels) en incluant la gestion de crise, et ce en fonction des menaces (génériques ou propres à un contexte politique) révélées par le cycle du renseignement d'intérêt cyber (RIC).

➥

Néanmoins cette organisation reste tributaire d'une manœuvre « ressources humaines » globale dont les actions déjà engagées (constitution de la ressource, évolution des actions de formation, modification du périmètre métier) sont nécessaires à sa mise en œuvre.

Il en est de même de la partie « équipements » avec la prochaine mise à disposition d'outils de supervision/hypervision de sécurité dont la validation technico-opérationnelle avant projection devra s'effectuer au plus vite.

Enfin, il reste aujourd'hui à valider définitivement ce concept FT, par la projection en opérations extérieures d'une chaîne LID, adaptable à une composante terrestre, armée essentiellement par le CFT, les BSIC des EMOPS, et la BTAC et testée par module lors de divers exercices de préparation opérationnelle.

LCL Christophe PONS
Chef du bureau SSI – Cyberdéfense – 5D de la division « Systèmes d'Information et de Communication – Appui au Commandement » du CFT

Le commandement et la conduite (C2) des opérations

L'équation à laquelle sont confrontées les armées en général et les forces terrestres en particulier consiste à mettre en œuvre sur les théâtres d'opérations des structures de commandement aux fonctions sans cesse en augmentation avec des moyens humains toujours plus comptés, dans un environnement globalisé, à la complexité croissante. Aujourd'hui, l'armée de Terre dispose d'un éventail cohérent de capacités de commandement entraînées qui permet de répondre à tous les cas de figure d'opérations aéroterrestres et de durer, avec une participation interarmées indispensable et critique.

Chacun connaît les trois niveaux « classiques » de commandement stratégique, opératif et tactique. Les deux derniers, déployés, ont des fonctions complémentaires : planifier et soutenir la campagne sur toute l'étendue du théâtre d'une part et conduire le combat d'autre part. En sus, le commandant de la force est l'ombre portée du niveau stratégique national vis-à-vis des interlocuteurs locaux. Donc, quel que soit le volume de forces engagées, l'opération comprend nécessairement un PC opératif ou PCIAT (Poste de Commandement InterArmées de Théâtre) plus ou moins gros, avec ou non des composantes subordonnées (niveau tactique). Dans le schéma de la structure de commandement de l'Échelon National d'Urgence (ENU), ce principe est clairement décrit avec des niveaux de commandement bien différenciés.

Malheureusement, trop souvent, des ressources humaines et financières contraintes forcent à un écrasement des niveaux et les PC de composantes se trouvent, de facto intégrés dans le PCIAT. Le PC unique de SERVAL en est l'exemple le plus récent. Le système de commandement doit donc être flexible et adaptable. Pour ce faire, quel que soit le cas de figure, une organisation éprouvée (dont on sait qu'elle peut fonctionner en toutes circonstances) reposant sur des individus et des cellules collectivement cohérents car entraînés ensemble, sera toujours plus efficace qu'une organisation de circonstance. Un PC déployé doit donc s'appuyer sur un état-major (EM) qui en assure l'ossature, renforcé autant que de besoin.

Comme l'expérience a suffisamment démontré que, lors du déclenchement d'une opération, il est impossible d'être exactement dans le cas de figure décrit, mais dans une situation spécifique, il est indispensable de garder de la souplesse et de la flexibilité en disposant de modules de base « noyaux clés », et de « modules d'adaptation » grâce auxquels on pourra renforcer les noyaux clés à mesure qu'on identifiera les besoins. La doctrine du C2 doit donc être ouverte et éviter une approche trop théorique et normative. De même, l'entraînement des PC doit être réactif et adapté.

Enfin, à l'heure où, par souci de préserver des effectifs à court terme, on voit parfois poindre une tentation du repli identitaire dans chaque armée, il convient de garder à l'esprit qu'aujourd'hui toute opération est interarmées, avec presque toujours une dominante de milieu qui doit en bonne logique se traduire dans la composition du PC déployé (et donc dans la désignation de l'EM en assurant l'ossature). Cet aspect interarmées des opérations ne peut se réduire à des renforcements ponctuels mais doit être travaillé en permanence, par des échanges et des détachements de personnels qui permettent de se connaître, de se comprendre et de s'entraîner ensemble. C'est à ce prix, entre autres, que le C2 d'une opération pourra être un véritable gage de succès.

Colonel Thierry CLAUDE
Chargé de mission auprès du chef d'état-major du CFT

FT-03

L'emploi des forces terrestres dans les opérations interarmées

Édition 2014

ARMÉE DE TERRE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE